

AM CONSEIL INTERNATIONAL devient EASTRATEGIES



Nous commençons 2013 par certaines modifications dans notre fonctionnement interne.

Etant donnée la multiplication de nos activités, nous gardons les activités de représentations commerciales sur

AM Conseil International SRL

et transférons le conseil et l'accompagnement sur Eastrategies SRL.



Actualité macro-économique en Roumanie

Population : 19,042 millions d'habitants

PIB en 2012 : 131,3 milliards EUR

PIB par habitant en 2012 : 6.700 EUR/habitant

Croissance en 2012 : +0,7 %

Croissance prévisionnelle en 2013 : +1,6%

IDE en 2010 : 2,6 milliards EUR

Salaire minimum brut garanti en 2012 : env. 160 EUR (700 RON)

Salaire moyen mensuel brut, en novembre 2012 : 479 EUR (2.173 RON)

Taux d'inflation en 2012 : +5,1 %

Taux de chômage en 2012 : 5,59 %

Place de la France dans les échanges commerciaux : 3ème client, 4ème fournisseur

Stock IDE français fin 2010 : env. 7 milliards EUR, France – 3ème rang parmi les investisseurs étrangers

Cours EUR/RON au 31.01.2013 : 1 EUR = 4,3828 RON



Actualité politico-économique en Roumanie

Le taux de chômage a baissé légèrement en novembre : Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières a diminué en Novembre de 0,2 % par rapport au mois précédent, à 6,7%. Par rapport à Novembre 2011, il est en baisse de 0,9%, le nombre de chômeurs âgés de 15-74 ans atteignant 674.000 personnes, selon les données annoncées par l'Institut National des Statistiques (INS). En Octobre, il y avait 695.000 chômeurs, et en Novembre de l'année dernière 750.000. Selon le sexe, le taux de chômage des hommes dépasse de 0,9 % à celui des femmes (valeurs respectives étant de 7,1% pour les hommes et 6,2% pour les femmes), montre INS dans un communiqué. Pour les adultes (25-74 ans), le taux de chômage était estimé à 5,3% pour Novembre 2012 (5,7% pour les hommes et 4,7% pour les femmes). Le nombre de chômeurs âgés de 25 à 74 ans représentent 72,6% du nombre total de chômeurs estimé pour Novembre 2012.

2013, une bonne année pour les investissements dans l'énergie verte : Le soutien accordé par l'Etat pour les énergies renouvelables a attiré des investissements massifs l'année dernière, en particulier dans le secteur de l'éolien, la Roumanie étant ainsi le pays le plus actif de l'Europe de l'Est en termes de capacité nouvellement installée. Cette année, on estime que le domaine photovoltaïque sera préféré, le marché étant encore à ses débuts. Comme le reste des pays européens, la Roumanie vise à augmenter la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans l'énergie totale produite dans l'économie, la cible étant de 38% pour 2020. Pour atteindre cet objectif, la Roumanie a opté pour le système de quota obligatoire. Il s'agit d'un mécanisme de promotion de l'électricité à partir de sources renouvelables (énergie verte) par quota annuel obligatoire d'acquisition de certificats verts. Mais, la législation roumaine mentionne aussi d'autres options : aides à l'investissement, exonérations ou réductions fiscales, remboursements d'impôt, programmes de promotion concernant l'obligation d'achat de l'énergie renouvelable.

La Roumanie se situe à la 59ème place du classement des économies les plus libres du monde : Selon les conclusions d'un rapport publié par Heritage Foundation, la Roumanie a enregistré un score de la liberté économique de 65,1 points dans le classement des économies les plus libres au monde, avec 0,7 points de mieux que l'an dernier, ce qui la positionne à la 59ème place (en hausse par rapport à la 62ème place l'an dernier). Conformément à l'Index of Economic Freedom 2013, la Roumanie se classe 28e parmi les 43 pays de l'Europe et son score total est supérieur à la moyenne globale. Selon Heritage Foundation, le score de la Roumanie s'est amélioré grâce aux progrès réalisés dans les chapitres des dépenses gouvernementales et de la liberté du travail.

La Chine investit un milliard d'euros dans un nouveau groupe énergétique à Rovinari : Le 21 décembre 2012, l'État roumain a signé avec la compagnie Chine Huadian Engineering un mémorandum d'accord pour construire un nouveau groupe énergétique dans la thermo centrale Rovinari du Complexe Énergétique Oltenia. Le mémorandum marque le démarrage du projet d'un milliard d'euros qui ajoutera encore 600 MW à la puissance installée en Roumanie. Ce projet représente le plus important investissement chinois réalisé jusqu'à présent en Roumanie et le financement du projet sera fait intégralement par la compagnie chinoise. Le mémorandum a une valeur juridique et il représente le cadre pour le contrat qui sera signé dans environ huit mois.

CE: la Roumanie a satisfait aux conditions d'adhésion à l'espace Schengen : Le porte-parole de la CE a déclaré que l'institution qu'il représente pense que la Roumanie remplit les conditions nécessaires à l'adhésion à l'espace Schengen. « Oui, la Commission pense que la Roumanie remplit les conditions spécifiques d'entrée dans l'espace Schengen. Nous devrions être justes de dire qu'il a été traité comme une sorte d'exercice. Ce n'est pas un rapport sur Schengen, mais seulement l'un des objectifs que la Roumanie doit répondre », a déclaré Mark Gray, répondant à la question si la Roumanie remplit les conditions d'entrée dans l'espace Schengen. Les conclusions du rapport CE seront prises en compte dans le procès d'entrée de la Roumanie dans l'espace Schengen. Ainsi, parmi les États membres de l'UE, la Roumanie jouit d'un très large soutien à l'adhésion à l'espace Schengen de libre circulation. Le Ministre des Affaires étrangères, Titus Corlatean, ne peut pas spécifier quand la Roumanie rejoindra l'espace Schengen, mais il dit que les choses sont sur la bonne voie et la Roumanie espère atteindre son objectif cette année.

Le capital Enel Green Power Roumanie, augmenté de 500 millions lei : Le capital social d'Enel Green Power Roumanie, du groupe italien d'utilités Enel, a été augmenté l'an dernier de 500 millions de lei, à 2,93 milliards de lei, par l'apport intégral en espèce de l'actionnaire majoritaire. Les représentants de l'entreprise n'ont pas expliqué la raison pour laquelle le capital social a été augmenté. Enel Green Power Roumanie est contrôlée à 99,99% par Enel Green International Power, enregistrée aux Pays-Bas. Avant cette augmentation, Enel Green Power Roumanie avait un capital de 2,43 milliards de lei. Activité de l'entreprise porte sur la construction et l'exploitation d'unités de production d'énergie renouvelable, en Roumanie ayant une puissance totale installée d'environ 500 MW dans l'éolien. Le groupe Enel est présent sur le marché roumain de l'énergie depuis 2005, lorsqu'il a privatisé trois entreprises de distribution d'énergie de la compagnie d'état Electrica SA.

L'intérêt des Roumains à investir dans l'agriculture est de plus en plus grand : Jusqu'à 2013, le nombre de demandes de financement déposées auprès de l'Agence de paiement pour le Développement Rural et la Pêche (APDRP) a atteint 139.623, soit une demande totale de plus de 17 milliards d'euros fonds européens non remboursables. Par rapport au montant total de 10 milliards d'euros pour l'ensemble de la période de mise en œuvre du Programme national de développement rural 2007 - 2013, l'intérêt pour les fonds non remboursables pour les investissements dans l'agriculture, enregistré jusqu'à présent, est de 175%. Par rapport au nombre de demandes de financement présentées jusqu'à la fin de l'année 2011, les demandes ont augmenté de 68%. Plus précisément, pour les mesures d'investissement gérées par APDRP, en 2012, ont été présentés 40.375 projets pour lesquels ont été demandés 2.163.000 millions d'euros. « La conclusion évidente de l'analyse des demandes de fonds européens est que l'appétit des Roumains pour les investissements dans l'agriculture et le développement rural est de plus en plus grand. Si au début, en 2007, il y avait une réticence à investir dans l'agriculture, aujourd'hui, la situation est bien différente: la demande a dépassé de loin les allocations pour les mesures du programme. L'allocation initiale pour PNDR représente aujourd'hui seulement 57% de la nécessité d'investir dans l'agriculture et le développement rural. Les demandes nombreuses sont dues aussi à la simplification des procédures de travail et des changements du programme qui répondent aux besoins concrets et spécifiques des bénéficiaires potentiels. Aujourd'hui, nous jouissons d'une plus grande confiance des bénéficiaires. L'investissement dans l'agriculture avec des fonds européens non remboursables représente désormais un moteur du développement rural. », a déclaré Daniel Constantin, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Les investissements directs étrangers ont augmenté au cours des dix premiers mois de 1,27 milliards d'euros :

L'investissement direct étranger au cours des dix premiers mois s'élève à 1,27 milliards d'euros, contre 1,05 milliards d'euros dans la même période l'an dernier. Les participations au capital consolidées avec la perte nette ont totalisé 440 millions d'euros, et les crédits intra-groupe 833 millions d'euros. Les IDE ont financé 29,3% du déficit du compte courant. Le Premier ministre Victor Ponta a déclaré en Novembre que le volume des IDE va augmenter cette année à un niveau inférieur ou égal à celui enregistré l'année dernière de 1,9 milliards d'euros, mais les prévisions pour l'année prochaine sont plus optimistes, compte tenu de investissements prévus dans le secteur de l'énergie. Les investissements étrangers attirés par la Roumanie ont enregistré une tendance à la baisse depuis fin 2008, pour atteindre en 2012 le minimum des neuf dernières années, en dessous du niveau enregistré en 2003, de 1,946 milliards d'euros.

Entreprises françaises en Roumanie

DACIA - RENAULT : Le nombre de voitures neuves immatriculées dans l'UE sous la marque Dacia a chuté de 4,9%, passant de 246.442 unités à 234.349 unités l'an dernier, alors que le marché européen a enregistré une baisse plus prononcée de 8,2%. Dacia a réussi à maintenir sa part de marché de 1,9% en Europe, où les immatriculations de voitures neuves ont atteint l'an dernier 12,05 millions d'unités, le minimum depuis 1995, selon les données présentées par l'Association des constructeurs européens de voiture. Le groupe français Renault, qui détient Dacia, a enregistré une baisse de 19,1%, à 1,03 millions d'unités, tandis que pour la marque Renault la baisse a été plus accentuée de 22,5%, à 795.972 unités. La part de marché du Groupe est passée de 9,7% en 2011 à 8,5%. En Décembre, Dacia a renoué avec la croissance dans l'UE, après trois mois de baisse. Ainsi, les immatriculations de voitures neuves de marque Dacia ont augmenté de 4,2% dans le dernier mois de l'année, de 18.578 unités dans le même mois de l'an antérieur à 19.352 unités. Le marché européen a chuté de plus de 16% en Décembre l'année dernière, à 799.407 unités. La part de marché de Dacia a augmenté de 1,9% en Décembre 2011, à 2,4%. Les immatriculations de voitures Dacia en France ont augmenté de 9,9% en Janvier 2013, à 7623 unités sur un marché en baisse de 15%, et l'évolution a aidé la marque à améliorer sa position sur son marché le plus grand. La part de marché de Dacia a augmenté dans la période Janvier 2012 - Janvier 2013 de 4,72% à 6,1%. En Janvier, Sandero a été classé au 6ème rang parmi les 100 modèles de voitures les plus vendus, avec 3.682 unités, soit une part de marché de 2,9%. Parmi les modèles de voitures, Renault Clio est en tête avec 8.900 unités et une part de marché de 7,1%. Sandero dépasse les modèles comme Volkswagen Polo, Volkswagen Golf, Renault Twingo et Ford Fiesta. Dans le Top 100, Dacia Duster est aussi présent, sur la 15ème place, avec 2.191 unités et sa part de marché de 1,8%, Dacia Lodgy, avec 1.168 unités et sa part de marché de 0,9% et Dacia Dokker avec 447 unités et sa part de marché de 0,4%. En 2012, les ventes de Dacia au niveau mondial ont augmenté de 4,8% par rapport à 2011, à 359.822 véhicules, dont moins de 6% ont été vendus en Roumanie, où la société est encore le leader du marché, et les marchés les plus importants sont restés la France (23,4%), l'Allemagne (13%), l'Algérie, la Turquie et l'Italie. En 2012, la France a dominé le classement des ventes Dacia par pays, avec 84.522 unités vendues, suivie par l'Allemagne avec 46.590 unités et l'Algérie, avec 41.710 véhicules. Le classement des ventes externes se poursuit par la Turquie - 28.964 véhicules, l'Italie - 26.832 et l'Espagne - 17.847.

Bulletin financier

Les représentants du FMI vont discuter avec le Conseil BNR sur le contrôle bancaire : La délégation du FMI va discuter avec le Conseil BNR sur la supervision bancaire, le système bancaire et les indicateurs prudentiels. Les premières discussions seront avec Nicolae Cinteza, directeur du Service de supervision de la BNR, la réunion se fondant principalement sur la supervision bancaire. On va également aborder la question liée aux modifications récentes de la loi sur l'abus du nouveau Code civil, selon laquelle si une association de clients démontre dans l'instance qu'une certaine clause d'un contrat de crédit est abusive, tous les contrats contenant cette clause peuvent être dénoncés.

Le déficit budgétaire a baissé de 40% en 2012 par rapport à 2011 : L'assainissement budgétaire s'est poursuivi en 2012, le déficit budgétaire se diminuant de plus de 40% par rapport à 2011, passant de 4,3% du PIB à 2,5%. Il y a eu des influences négatives supplémentaires sur le déficit budgétaire à cause du blocage temporaire des remboursements des fonds européens en raison des déficiences constatées dans les années précédentes (0,2% du PIB) et de la révision à la baisse du PIB nominal (0,1% du PIB). Selon les données opératives, l'exécution du budget général consolidé pour l'année 2012 s'est terminée avec un déficit de 14,8 milliards lei par rapport à 23,9 milliards lei réalisé l'année précédente. Les recettes du budget général consolidé, d'un montant de 193,1 milliards lei, ce qui représente 33,0% du PIB, ont été de 6,2% plus élevées par rapport à l'année précédente en termes nominaux et de 0,3% comme part du PIB. Les dépenses du budget général consolidé, s'élevant à 207,9 milliards lei, soit 35,5% du PIB, ont augmenté en termes nominaux de 1,0% par rapport à l'année précédente, mais en tant que part du PIB ont chuté de 1,5%.

Evénements

T.I.T. (19 - 22.03.2013) : www.expo-transilvania.ro

Salon international Technique : mécanisations et automatisations industrielles, robotique, usinage des métaux, systèmes hydrauliques et pneumatiques, systèmes de transport interne, élevage, stockage, entreposage, technologie de transformation des matières plastiques, technologies et équipements laser, technique du vide, technique du froid – 21ème édition

Lieu et organisateur : Cluj Napoca, Expo Transilvania

ENREG ENERGIA REGENERABILA (06 - 08.03.2013) : www.expoarad.ro

Salon international et Conférences pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique dans les constructions et les rénovations – 5ème édition

Lieu et organisateur : Arad, Expo Arad International, Reeco Group

CONFORT CONSTRUCT & INSTAL (21 - 24.03.2013) : www.expoarad.ro

Salon international de technologies et matériels de constructions, décorations intérieures, technologies, équipements et matériels pour installations de chauffage, climatisation, électriques et sanitaires – 19ème édition

Lieu et organisateur : Arad, Expo Arad International

Programmes de financement

Titre du financement	1.3.3 – « Soutien pour l'intégration des entreprises dans les chaînes de fournisseurs ou clusters ». Clusters émergents
Financier	Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Environnement des affaires par l'intermédiaire de l' Organisme Intermédiaire pour les petites et moyennes entreprises (OI PME)
Période de soumission des projets	7 janvier 2013 – 15 avril 2013
Objectifs du financement	L'objectif général du programme POS CCE est <i>l'augmentation de la productivité des entreprises</i>, en respectant les principes du développement durable et la réduction des écarts de productivité par rapport l'UE, de sorte que la Roumanie puisse atteindre, d'ici 2015, un niveau d'environ 55% de la productivité moyenne de l'UE.
Bénéficiaires éligibles	Il s'adresse aux groupes de type cluster existantes ou à développer sur le territoire de la Roumanie Les projets destinés aux clusters émergents s'adressent aux clusters émergents et ils comprennent des activités éligibles d'animation de cluster. Les demandeurs éligibles sont les entités de management des clusters (EMC), qui présenteront des projets au nom des clusters qu'ils représentent. L'EMC doit être composée (en tant qu'associés de plein droit) d'au moins 10 petites et moyennes entreprises dans la production (conformément à la classification CAEN), avec les mentions suivantes : a. chaque PME doit avoir au moins un bilan déposé ; b. chaque PME doit prouver qu'au moins 50% du chiffre d'affaires d'un des 3 derniers exercices financier (2009, 2010 ou 2011) provient des activités productives ; c. il est préférable que les PME soient concentrées géographiquement, mais les PME dans d'autres régions du pays sont aussi acceptées si on démontre leur contribution à la chaîne de valeur prédominante du groupe dont elles appartiennent. Quelle que soit la forme juridique de l'organisation, l'EMC doit satisfaire aux conditions d'éligibilité établies par le Règlement financier applicable au budget général des Communautés européennes n °. 1.605/2002 dans l'article 93. L'EMC (si elle a déjà une forme juridique de création) doit être enregistrée en Roumanie. Le même critère s'applique aux 10 PME minimum qui forment le cluster. L'EMC a la capacité opérationnelle et administrative pour mettre en œuvre le projet, démontrée par sa capacité de fournir suffisamment de ressources humaines et de ressources matérielles nécessaires au projet.

	L'EMC a la capacité financière de fournir les ressources nécessaires pour couvrir sa propre contribution à la valeur des dépenses non éligibles (le cas échéant) et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre optimale du projet dans les conditions de remboursement ultérieur des frais éligibles des instruments structurels. NB1: Lors de la présentation du projet (demande de financement), l'EMC doit soit démontrer qu'elle est légalement constituée, soit démontrer son intention de création par la présentation d'un accord, sous forme authentique, entre les membres du cluster stipulant la création de l'EMC. Dans ce dernier cas, si le projet est sélectionné pour être financé, l'EMC doit être légalement créée dans un délai raisonnable afin de pouvoir signer le Contrat de financement avec l'Autorité Contractante ; NB2: S'il existe déjà, au sein du cluster, une association à but non lucratif qui est reconnue par les membres du cluster en tant qu'entité de management, elle est éligible pour soumettre des projets dans le cadre de cette opération, à condition qu'elle satisfasse aux exigences présentées ci-dessus.
Investissements et dépenses éligibles	Dépenses d'acquisition de services de conseil Dépenses pour les activités de marketing Dépenses pour organiser des sessions de formation (training) et / ou des événements pour faciliter l'échange d'expériences Frais de gestion du cluster Dépenses d'acquisition d'actifs corporels autres que terrains et bâtiments Les dépenses de leasing financier ne sont pas éligibles.
Critères d'éligibilité	- Le but et les objectifs des projets doivent être en conformité avec les objectifs spécifiques de l'axe prioritaire, du domaine majeur d'intervention, de l'opération et du plan de développement du cluster - Les projets financés à travers ce programme visent des activités menées au profit de l'ensemble du cluster - Les activités proposées pour financement dans le cadre des projets n'ont plus été financées par des fonds publics au cours des trois dernières années et ne reçoivent pas de fonds publics provenant d'autres sources de financement - La durée des projets ne doit pas dépasser 24 mois à compter de la date de la signature du contrat - Les projets doivent respecter la législation communautaire applicable aux aides d'État, à l'égalité des chances et la protection de l'environnement et à l'efficacité énergétique.
Activités éligibles	Fournir des services de conseil Activités de marketing (réalisées par l'entité de management du cluster /de la chaîne de valeur, sans des services tiers de conseil) Activités afférentes à l'organisation de sessions de formation (training) et / ou événements pour faciliter l'échange d'expérience Activités liées au management du cluster Activités liées aux acquisitions d'actifs corporels, d'actifs incorporels, d'objet d'inventaire, d'autres achats Codes CAEN éligibles (CAEN – Classification des Activités de l'Economie Nationale) Section C 17 Fabrication du papier et de produits en papier

	171 Fabrication de la cellulose, du papier et du carton 1711 Fabrication de la cellulose 1712 Fabrication du papier et du carton 172 Fabrication de produits en papier et carton 1721 Fabrication du papier et du carton ondulé et d'emballages en papier et carton 1722 Fabrication de produits d'usage ménager et d'hygiène en papier et carton 1723 Fabrication d'articles de papeterie 1724 Fabrication de papiers peints 1729 Fabrication d'autres articles en papier et carton n.c.a. (non classifiés autre part) 18 Impression et reproduction des enregistrements sur des supports 181 Impression et activités de services connexes à l'impression 1811 Impression des journaux 1812 Autres activités d'impression n.c.a. 1813 Services préparatoires pour pré-impression 1814 Reliure et services connexes 182 Reproduction des enregistrements 1820 Reproduction des enregistrements Section J 5911 Activités de production cinématographique, vidéo et de programme de télévision 5912 Activités postproduction cinématographique, vidéo et de programme de télévision 62 Activités de services dans la technologie de l'information 620 Activités de services dans la technologie de l'information 6201 Activités de réalisation de logiciel sur commande (software orientat client) 6202 Activités de conseil dans la technologie de l'information 6203 Activités de management (gestion et exploitation) des moyens de calcul 6209 Autres activités de services relatifs à la technologie de l'information 631 Activités de portails web, traitement de données, gestion des pages web et activités connexes 6311 Traitement de données, gestion des pages web et activités connexes 6312 Activités de portails web Section M 72 Recherche-développement 721 Recherche-développement en sciences naturelles et en génie 7211 Recherche-développement en biotechnologie 7219 Recherche-développement en autres sciences naturelles et génie 722 Recherche-développement en sciences sociales et humanistes 7220 Recherche-développement en sciences sociales et humanistes
Valeur de l'aide financière non remboursable accordée	Le financement maximum non remboursable est 870.000 RON (200.000 euros), dont on peut financer en totalité les dépenses éligibles (programme d'aide d'Etat type <i>de minimis</i>).
Budget de l'appel à projets	La dotation financière totale pour cet appel à propositions de projets est de 87 millions RON (20 millions d'euros).

Références



Conseil en affaires, appui aux entreprises – prospection du marché, implantation, délocalisation, sous-traitance, recherche partenaires, exportations ... en Roumanie

La société **Eastrategies**, relais pour la **FIM** et **Bretagne International**, est présente sur le marché roumain depuis 20 ans et son activité consiste à proposer aux entreprises roumaines et étrangères des services de conseil de la plus haute qualité.

Cabinet de Conseil faisant parti d'un groupe de sociétés dont le dirigeant français est industriel en Roumanie, Moldavie et Bulgarie, nous mettons à votre disposition une suite de services qui comprend :

- Conseil en développement à l'international
- Etudes marketing, prospection du marché
- Recrutement
- Assistance implantation, délocalisation
- Recherche de partenaires export/import, joint-venture
- Recherches de sites de production
- Recherche de sous traitants
- Assistance Juridique
- Assistance personnalisée aux PME
- Recherche de synergie entre PME et grands groupes

28-32, rue Siriului
Secteur 1, Bucarest
Roumanie
PO BOX 22 - 103

Téléphone : +40745009862
Télécopie: +40317107103
Email : office@eastrategies.ro
Site web : www.eastrategies.ro